

**Audience publique du 11 juillet 2016**

Recours formé par  
Monsieur ..., ...,  
contre un arrêté grand-ducal du 30 avril 2015,  
en matière de changement de nom patronymique

---

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 36786 du rôle et déposée le 12 août 2015 au greffe du tribunal administratif par Maître Yves Kasel, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ..., demeurant actuellement à L-..., tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un arrêté grand-ducal du 30 avril 2015 portant refus dans son chef de changer son nom patronymique de « ... » en « ... » ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 2 décembre 2015 ;

Vu le mémoire en réplique de Maître Yves Kasel, erronément qualifié de « mémoire en réponse », déposé au greffe du tribunal administratif le 24 décembre 2015 pour le compte de Monsieur ... ;

Vu le mémoire en duplique du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 19 janvier 2016 ;

Vu les pièces versées en cause et notamment l'arrêté grand-ducal déféré ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Yves Kasel et Madame le délégué du gouvernement Jacqueline Jacques en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 20 juin 2016.

---

Par courrier de son conseil du 12 mars 2014, Monsieur ... s'adressa au ministère de la Justice afin de solliciter l'autorisation de changer son nom patronymique de « ... » en « ... ».

Par avis respectifs des 8 mai et 16 mai 2014, le Procureur d'Etat et le Procureur général d'Etat se prononcèrent en défaveur du changement de nom patronymique sollicité par Monsieur .... Le Conseil d'Etat émit le 25 novembre 2014 également un avis défavorable quant au changement de nom patronymique ainsi sollicité.

Suite à ces avis, la requête en changement de nom patronymique fut rejetée par arrêté grand-ducal du 30 avril 2015 transmis à l'intéressé par un courrier du ministre de la Justice du 12 mai 2015. Cet arrêté est motivé comme suit :

*« Vu la demande présentée le 12 mars 2014 par Maître Yves KASEL, avocat à la Cour, sollicitant, au nom de Monsieur ..., né le ... à ..., de nationalité luxembourgeoise et actuellement détenu au Centre pénitentiaire de Luxembourg, l'autorisation de changer son nom patronymique actuel en celui de « ... » ;*

*Vu le titre II de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms ;*

*Vu les avis négatifs rendus par le Procureur d'État de Luxembourg le 8 mai 2014 et par le Procureur général d'État le 16 mai 2014 ;*

*Vu l'avis négatif rendu par le Conseil d'État en date du 25 novembre 2014 ;*

*Considérant que le requérant expose par l'intermédiaire de son mandataire qu'il souhaite porter le nom de sa mère, Madame ....., avec laquelle il « a depuis de nombreuses années, une relation très proche ... .. tandis que le rapport avec son père a toujours été plus distancé » et que celle-ci souffre « d'une maladie incurable à un stade très avancé » ;*

*Considérant que le mandataire affirme que le requérant « a fait l'objet d'articles dénigrants et diffamatoires publiés dans la presse à boulevard luxembourgeoise » et qu'il « est malheureusement toujours possible, en tapant son nom ... dans le moteur de recherche Google, de tomber sur ces articles » ;*

*Considérant que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social ;*

*Considérant qu'un changement de nom patronymique ne peut être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes ;*

*Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg note que la « proximité plus ou moins important[e] d'un enfant vis-à-vis de l'un ou de l'autre de ses parents ne peut jamais justifier un changement de nom » ;*

*Considérant que le Procureur d'État de Luxembourg estime que « la demande de changement de nom présentée par ... a pour unique finalité de lui permettre de se débarrasser de son passé sans devoir en assumer les conséquences » et que « de tels motifs ne peuvent justifier un changement de nom » ;*

*Sur le rapport de Notre Ministre de la Justice et après délibération du Gouvernement en Conseil;*

*Arrêtons :*

*Art. 1<sup>er</sup>. - L'autorisation sollicitée est refusée.*

*Art. 2. - Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté. »*

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif en date du 12 août 2015, Monsieur ... a fait introduire un recours tendant à la réformation, sinon à l'annulation de l'arrêté grand-ducal du 30 avril 2015, lui notifié par courrier du ministre de la Justice du 12 mai 2015, portant refus de sa demande de changement du nom patronymique.

Aucune disposition de la loi du 11-21 germinal an XI relative aux prénoms et changements de noms, telle que modifiée par la loi du 18 mars 1982 relative aux changements de noms et de prénoms, ci-après désignée par « la loi modifiée du 11-12 germinal an XI », ne prévoyant de recours de pleine juridiction contre une décision de refus de changement de nom patronymique, seul un recours en annulation a pu être introduit contre la décision sous examen. Le tribunal n'est dès lors pas compétent pour connaître du recours en réformation introduit à titre principal.

Le recours subsidiaire en annulation est quant à lui recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

A l'appui de son recours, le demandeur, après avoir souligné que, contrairement à ce qui serait indiqué dans l'arrêté grand-ducal litigieux, ce ne serait pas sa mère mais lui-même qui souffrirait d'une maladie incurable à un stade très avancé, estime tout d'abord que ce serait à tort que l'arrêté grand-ducal litigieux disposerait que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social et qu'un changement de nom patronymique ne pourrait être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes. Il se réfère à cet égard à une jurisprudence des juridictions administratives, qu'il qualifie de constante, et ayant retenu que *« l'ordre public luxembourgeois ne peut plus être considéré comme s'opposant actuellement au plein effet à conférer à l'acte de naissance de l'enfant et plus particulièrement à la reconnaissance du nom patronymique de la mère y inscrit comme étant le sien, alors même que ce nom ne serait pas celui attribué par la loi luxembourgeoise dans sa teneur actuelle en tant que loi nationale »*.

Toujours, par référence à cette jurisprudence, le demandeur invoque son intérêt légitime et sérieux suffisamment grave pour porter le nom de sa mère, dont il serait particulièrement proche.

Ensuite, il fait valoir qu'au-delà du point de vue objectif, il y aurait également lieu de considérer le point de vue subjectif de sa demande. Or, la motivation personnelle à l'appui de sa demande de changement de nom patronymique apparaîtrait comme étant réelle et serait destinée à extérioriser sa véritable identité, de sorte qu'il invoquerait un intérêt légitime suffisamment sérieux et grave pour porter le nom de sa mère. A cela s'ajouterait que ses parents confirmeraient eux-mêmes les liens particulièrement étroits tissés entre le demandeur et sa mère, de même qu'ils consentiraient pleinement au changement de nom sollicité par leur fils. Il y aurait d'ailleurs lieu de considérer qu'en définitive, il ne solliciterait que de porter un nom exprimé dans son acte de naissance.

Le demandeur estime dès lors que l'autorité de décision aurait commis une erreur manifeste d'appréciation en considérant que le changement de nom litigieux serait sollicité par pure convenance personnelle tout en concluant que l'ordre public et social luxembourgeois ne se trouverait nullement atteint par sa demande.

Ensuite, le demandeur fait valoir qu'en refusant de faire droit à sa demande de changement de nom patronymique, l'arrêt grand-ducal litigieux refuserait en réalité à sa mère de transmettre son nom à son enfant, de sorte à violer le principe d'égalité entre hommes et femmes tel que consacré aux articles 14 de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (CEDH) et 11 de la Constitution.

Finalement, le demandeur donne à considérer que ce serait à tort que le Procureur d'Etat a estimé que sa demande de changement de nom aurait pour finalité de lui permettre de se débarrasser de son passé sans devoir en assumer les conséquences. En effet, s'il avait certes avancé au soutien de son argumentation avoir fait l'objet d'articles dénigrants dans la presse à boulevard luxembourgeoise, il n'aurait toutefois jamais eu l'intention de se débarrasser de son passé. A cela s'ajouterait que l'argument avancé par le Procureur d'Etat ne pourrait pas justifier le refus du changement de nom sollicité.

Le délégué du gouvernement conclut quant à lui au rejet du recours sous analyse pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

La partie étatique dénie tout d'abord toute pertinence à la jurisprudence invoquée par le demandeur pour porter sur la reconnaissance au Grand-Duché de Luxembourg d'un nom figurant dans un acte de naissance dressé par une autorité étrangère et pour être dès lors étrangère au présent litige. Elle explique plus particulièrement qu'en droit luxembourgeois, les enfants recevraient leur nom à la naissance et qu'ils le conserveraient en principe tout au long de leur vie. En cas de souhait de porter un autre nom que celui figurant dans l'acte de naissance, ils auraient la possibilité d'introduire une procédure de changement de nom sur base de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI. Elle souligne encore que le fait que l'acte de naissance du demandeur mentionnerait également le nom de sa mère ne lui conférerait aucun droit de porter celui-ci.

Ensuite, la partie étatique rappelle que le principe de la fixité du nom patronymique constitue une règle d'ordre public et social et qu'un changement du nom patronymique ne pourrait être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes. Or, en l'espèce, aucun des trois éléments de motivation à la base de la demande litigieuse, à savoir la maladie chronique incurable du demandeur, les relations proches avec sa mère et la publication d'articles dénigrants dans la presse à boulevard, ne remplirait les conditions pour pouvoir être qualifié de circonstance exceptionnelle ou de raison importante de nature à justifier un changement de nom.

Ce serait également à tort que le demandeur invoque une violation du principe d'égalité entre hommes et femmes consacré aux articles 11 de la Constitution et 14 de la CEDH, les conditions d'application de ces dispositions n'étant pas remplies en l'espèce.

Finalement, ce serait encore à tort que le demandeur reproche au Procureur d'Etat une dénaturation des motifs invoqués à la base de sa demande de changement de nom, puisqu'au vu de la motivation de cette dernière, celui-ci aurait légitimement et logiquement pu conclure qu'elle avait pour seule finalité de lui permettre de se débarrasser de son passé sans devoir en assumer les conséquences.

Dans son mémoire en réplique, le demandeur insiste sur le fait que même si les faits à la base de la jurisprudence sur laquelle il s'appuie seraient largement différents de ceux à la base de la présente affaire, la motivation juridique de la décision en question ne serait pas

pour autant dépourvue d'intérêt en l'espèce, puisque il se dégagerait de ladite décision que l'ordre public luxembourgeois ne se heurterait pas à ce que le nom patronymique d'une mère soit attribué à un enfant légitime.

Il précise à cet égard que peu après que le jugement en question ait été rendu, une loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants, ci-après désignée par « la loi du 23 décembre 2005 », dont la teneur a entretemps été reprise par une loi du 4 juillet 2014, aurait rajouté les dispositions suivantes à l'article 57, alinéa 3, du Code civil : « *Lorsque la filiation d'un enfant est établie simultanément à l'égard de ses deux parents, au plus tard le jour de la déclaration de sa naissance, ces derniers choisissent le nom qui lui est dévolu. L'enfant peut acquérir soit le nom de l'un de ses parents, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom pour chacun d'eux* », le législateur ayant encore précisé à l'alinéa 5 du même article qu'en cas de désaccord entre les parents sur le nom à attribuer à l'enfant « *celui-ci porte le nom ou le premier nom de l'un des parents et le nom ou le premier nom de l'autre parent accolés dans l'ordre défini par tirage au sort par l'officier de l'Etat civil, en présence de la personne qui déclare la naissance de l'enfant* ». La teneur actuelle de l'article 57 du Code civil aurait dès lors mis fin à la discrimination entre époux quant au choix du nom patronymique de leur enfant.

Le demandeur fait à cet égard encore valoir que s'il pouvait certes être avancé que la teneur actuelle de l'article 57 du Code civil a créé un droit dans le chef des parents de choisir le nom patronymique de l'enfant légitime au moment de sa naissance et non pas un droit dans le chef de l'enfant l'autorisant à modifier *ex-post* le choix de ses parents, il n'en demeurerait pas moins qu'il ne faudrait pas perdre de vue qu'au moment de la naissance du demandeur, ses parents n'auraient pas disposé du droit de choisir son nom patronymique. En effet, le nom patronymique de son père aurait été automatiquement retenu par l'administration sur base d'une coutume qui, à l'époque, n'aurait pas été considérée comme discriminatoire dans le chef de la femme. A l'heure actuelle, cette discrimination n'existerait plus, mais les parents du demandeur ne seraient cependant plus fondés à formuler une demande en modification du nom patronymique de leur fils majeur, seul celui-ci disposant en effet de la faculté d'introduire une telle demande. Il insiste à cet égard sur le fait que si ses parents avaient eu le choix à l'époque de sa naissance, ils n'auraient pas hésité à lui donner le nom de sa mère à ce moment-là.

Son souhait correspondrait dès lors à celui de ses parents, de sorte que le refus de faire droit à sa demande aurait pour effet de pérenniser la discrimination opérée au moment de sa naissance et de dénaturer ainsi la teneur actuelle de l'article 57 du Code civil, de même que celle de l'article 11 de la Constitution et des articles 8 et 14 de la CEDH.

Finalement, le demandeur insiste sur le fait que les motifs à la base de sa demande devraient s'analyser en des raisons importantes et des circonstances exceptionnelles. Ce serait à cet égard à tort que la partie étatique estime que son souhait de mettre fin à une discrimination injustifiée et obsolète ne constituerait pas un motif valable au sens des critères préqualifiés et ceci alors même que l'existence d'une relation plus proche avec sa mère ne serait pas contestée.

En ce qui concerne plus particulièrement la parution d'articles dénigrants et injustifiés, celle-ci serait susceptible de lui créer un préjudice grave d'un point de vue professionnel. A cela s'ajouterait que, contrairement à ce qui serait avancé par le Procureur d'Etat, le changement de nom sollicité ne lui permettrait nullement de se débarrasser de son

passé puisque sa personnalité juridique ne changerait pas du fait de la modification de son nom patronymique et qu'il resterait la même personne physique qu'auparavant au niveau de l'état civil avec toutes les conséquences juridiques s'y rattachant. Ainsi, le changement de nom litigieux ne lui permettrait plus particulièrement pas d'éviter de devoir assumer d'éventuelles conséquences judiciaires résultant d'éventuels actes commis sur base d'un nom patronymique antérieur.

Dans son mémoire en duplique, la partie étatique insiste sur le fait que le renvoi à l'article 57 du Code civil, tel qu'opéré par le demandeur, serait sans pertinence dans le cas d'espèce puisque l'objet de cette disposition serait de déterminer les règles d'attribution du nom des enfants au moment de leur naissance par leurs parents.

Elle donne encore à considérer que les décisions administratives bénéficieraient d'une présomption de légalité, de sorte que le régime administratif de la preuve ferait en premier lieu peser le fardeau de la preuve sur le demandeur qui devrait effectivement combattre et démentir le contenu et la légalité de l'acte administratif critiqué. Or, le demandeur ne préciserait pas en quoi la décision litigieuse serait contraire aux articles 11 de la Constitution et 14 de la CEDH.

Le tribunal relève tout d'abord que le droit au port d'un nom patronymique constitue un droit naturel de l'homme, le nom patronymique étant un des attributs de la personnalité.

Or, à travers l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, en vertu duquel aucun citoyen ne pourra porter de nom ni de prénom autres que ceux exprimés dans son acte de naissance, l'Etat garantit à chaque être humain relevant de sa compétence le port d'un nom patronymique, en l'occurrence celui exprimé dans son acte de naissance. Cette garantie comporte l'exception prévue à travers la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, en ce que suivant son article 4 « *toute personne qui aura quelque raison de changer de nom ou de prénoms en adressera la demande motivée au Gouvernement* ». En vertu de l'article 5 de la même loi, le Gouvernement se prononce dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique.

Il découle des textes de loi précités que le principe de la fixité du nom patronymique est une règle d'ordre public et social et que ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom peut être accordé<sup>1</sup>.

Le tribunal est à cet égard tout d'abord amené à relever que le demandeur conteste que le principe de la fixité du nom patronymique puisse être considéré comme constituant une règle d'ordre public et social et que, par conséquent un changement de nom patronymique ne puisse être autorisé qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes.

Tel que relevé ci-avant, il s'appuie plus particulièrement sur un jugement du tribunal administratif du 16 février 2004, n° 16901 du rôle, confirmé par un arrêt de la Cour administrative du 25 avril 2004, n° 17672C du rôle. Force est toutefois de constater que cette jurisprudence ne vise pas le cas de figure actuellement sous analyse, à savoir une demande de

---

<sup>1</sup> Trib. adm. 13 novembre 1997, n°9854 du rôle; Trib. adm. 16 janvier 2002 n°13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V°Noms- Prénoms- Domicile- Etat civil, n°5 et les autres références y citées.

changement de nom patronymique, mais la situation dans laquelle le ministre avait refusé d'inscrire dans un certificat de nationalité le nom patronymique que la personne concernée, respectivement en l'occurrence ses représentants légaux, estimaient être le sien à partir de son acte de naissance émis en Allemagne, à savoir celui de sa mère, le ministre ayant plus particulièrement dans cette affaire substitué au nom patronymique figurant dans l'acte de naissance de l'enfant concerné, celui qu'il considérait être seul conforme à la loi luxembourgeoise applicable à l'état de la personne, à savoir celui du père de l'enfant. La question que les juridictions administratives étaient dès lors amenées à trancher était celle de savoir si le ministre pouvait valablement se fonder sur l'ordre public luxembourgeois pour remplacer, dans le certificat de nationalité émis par lui, le nom patronymique inscrit dans l'acte de naissance de l'enfant par celui correspondant au nom patronymique de son père, correspondant à celui attribué de façon classique par la loi nationale luxembourgeoise régissant son état civil.

Or, le tribunal constata, d'un côté, qu'en droit luxembourgeois l'attribution du nom patronymique d'un enfant légitime n'était pas expressément régie ni par les dispositions du Code civil, ni par un autre corps de législation, mais se fondait sur une règle de droit coutumier dont l'article 57 du Code civil est considéré comme le reflet dans la mesure où il n'énonce pas le nom patronymique d'un enfant légitime comme mention obligatoire dans un acte de naissance et que, de l'autre côté, les articles 8 et 14 CEDH avaient été interprétés par la Cour européenne des droits de l'homme en ce sens qu'ils trouvent de manière combinée application dans le domaine de l'attribution du nom patronymique et qu'une législation nationale afférente instaurant une différence de traitement fondée exclusivement sur le sexe ne serait justifiée à leur égard que sur base de « *considérations très fortes* », notamment la tradition d'une certaine attribution exclusive du nom patronymique ne pouvant être admise comme justification dans la mesure où la convention « *doit s'interpréter à la lumière des conditions d'aujourd'hui et en particulier de l'importance attachée au principe de non-discrimination* ». Comme, par ailleurs, un projet de loi n° 4843 relatif au nom patronymique des enfants avait été déposé le 13 septembre 2001 à la Chambre des Députés dont le but déclaré était de faire respecter « *l'autonomie familiale dans le choix du nom patronymique des enfants d'un couple* » en conférant notamment aux parents, au moment de leur mariage, le choix du nom patronymique de leurs enfants légitimes à naître, le tribunal dégagea de tous ces éléments que « *l'ordre public luxembourgeois ne peut plus être considéré comme s'opposant actuellement au plein effet à conférer à l'acte de naissance de l'enfant ... et plus particulièrement à la reconnaissance du nom patronymique y inscrit comme étant le sien, alors même que ce nom ne serait pas celui attribué par la loi luxembourgeoise dans sa teneur actuelle en tant que sa loi nationale* ».

Si, à travers cette jurisprudence, il a notamment été retenu que l'ordre public luxembourgeois ne se heurterait pas à ce que le nom de la mère soit attribué à un enfant au moment de sa naissance, principe qui a été consacré par la suite à travers l'introduction, par la loi du 23 décembre 2005 précitée, de l'article 57, alinéa 4, du Code civil, il y a lieu de relever que le principe de la fixité et de la pérennité du nom de famille, consacré quant à lui à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II, ainsi que les règles relatives au changement de nom issues de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, sont étrangers au domaine de l'attribution du nom. Ainsi, c'est seulement une fois que le nom a été attribué que l'Etat protège le droit personnel que constitue le port d'un nom patronymique, en le garantissant par le biais de l'interdiction contenue à l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 6 fructidor an II d'employer des noms autres que ceux exprimés dans l'acte de naissance, sauf l'exception prévue à l'article 4 de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI.

Les conclusions découlant de la jurisprudence prévisée ne sauraient dès lors être transposées au cas d'espèce qui vise, tel que relevé ci-avant, une demande, introduite à l'initiative d'une personne majeure, en vue de changer le nom patronymique lui attribué et exprimé dans son acte de naissance, qui est en l'espèce celui de « ... », et non pas l'attribution d'un nom à la naissance, respectivement la reconnaissance par les autorités luxembourgeoises d'un nom patronymique, en l'occurrence celui de la mère, attribué à un enfant au moment de sa naissance à l'étranger et exprimé dans un acte de naissance dressé par une autorité étrangère.

Les développements du demandeur tendant à dénier au principe de la fixité du nom patronymique la qualité de règle d'ordre public et social sur le fondement de cette jurisprudence sont dès lors à rejeter pour ne pas être fondés.

En ce qui concerne ensuite le principe d'égalité entre hommes et femmes qui se trouverait violé par l'arrêté litigieux, il y a tout d'abord lieu de relever que s'il est certes exact que l'article 57, alinéa 4, du Code civil introduit par la loi du 23 décembre 2005, précise désormais que l'enfant peut acquérir soit le nom de son père, soit le nom de sa mère, soit leurs deux noms, il n'en reste pas moins que le droit de choisir le nom qui est dévolu à l'enfant appartient aux parents, au moment de la naissance de l'enfant, lorsque la filiation d'un enfant est établie simultanément à l'égard de ses deux parents.

En effet, le projet de loi portant modification de l'article 57 du Code civil en permettant aux parents de choisir le nom qu'ils souhaitent attribuer à leurs enfants, a entendu parfaire l'égalité entre les hommes et les femmes en accordant aux deux parents des droits égaux<sup>2</sup>. Le libellé de l'article 57, alinéa 4 en ce qu'il prévoit « *lorsque la filiation d'un enfant est établie simultanément à l'égard de ses parents, au plus tard le jour de la déclaration de la naissance, ces derniers choisissent le nom qui lui est dévolu* » relate d'ailleurs expressément cette liberté de choix accordée désormais aux parents.

Le demandeur ne se trouve dès lors, en tout état de cause, pas privé d'un droit conféré aux enfants nés après l'entrée en vigueur de la loi du 23 décembre 2005 dans la mesure où ladite loi a créé un droit dans le chef des parents et non pas dans celui des enfants.

Par ailleurs, si le demandeur semble arguer que l'application des dispositions de l'article 57 du Code civil aurait placé sa famille dans une situation moins favorable que les familles dont les enfants sont nés après l'entrée en vigueur de la loi susvisée du 23 décembre 2005, qui autorise désormais les parents à choisir comme nom de famille soit le nom du père, soit le nom de la mère soit les deux noms accolés, il ressort de cette loi, notamment de son article III (2), que le législateur, dans le but de ne pas remettre en cause les situations acquises, sous la législation antérieure, a entendu soumettre les personnes nées et ayant atteint leur majorité avant l'entrée en vigueur de la loi, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2006, au droit antérieur, de sorte que le refus de substituer un nom à un autre ne saurait être regardé comme discriminatoire.

A cela s'ajoute que, sous peine d'anéantir le principe de la règle selon laquelle « *nul ne plaide par procureur* », le demandeur ne saurait, de toute façon, à travers le recours sous

---

<sup>2</sup> Doc. parl. N° 4843<sup>6</sup>, p.3.



analyse qui est dirigé contre une décision administrative dont il est le destinataire direct, invoquer une violation, par cette même décision, du principe d'égalité entre hommes et femmes dont aurait été victime sa mère au moment de sa naissance.

Finalement, il y a lieu de relever que le demandeur ne saurait utilement invoquer, tant le caractère inconstitutionnel que le caractère non-conventionnel des dispositions légales applicables en matière d'attribution du nom patronymique, dans la mesure où elles sont étrangères au principe de fixité du nom de famille et aux règles relatives au changement de nom issues de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI qui est seule applicable au litige pour avoir fondé la décision de rejet en cause.

Le moyen tenant à une prétendue dénaturation de la teneur actuelle de l'article 57 du Code civil, de l'article 11 de la Constitution, ainsi que des articles 8 et 14 CEDH, au motif que le refus litigieux aurait pour effet de pérenniser la discrimination opérée au moment de sa naissance, doit dès lors être rejeté pour ne pas être fondé.

Quant à la motivation à la base de la demande de changement de nom litigieuse, il y a lieu de relever que suivant la règle de la fixité, sinon de la pérennité du nom patronymique, laquelle participe à l'ordre public et social, les raisons devant justifier le changement de nom patronymique, sont appelées à s'analyser en des circonstances exceptionnelles à énoncer dès la demande adressée au Gouvernement, laquelle, d'après l'article 4 en question, doit être dûment motivée. L'exigence d'une motivation spécifique dès la demande formulée auprès du Gouvernement se justifie, d'une part, en raison des circonstances exceptionnelles pouvant seules sous-tendre valablement un changement de nom patronymique et, d'autre part, par le caractère nécessairement éclairé non seulement de l'autorité de décision à travers les avis rendus à son escient par le Conseil d'Etat, ainsi que le Procureur d'Etat compétent ensemble le Procureur Général d'Etat, mais encore dans le chef de ces derniers mêmes<sup>3</sup>.

D'autre part, il y a encore lieu de relever que, de manière générale, dans le cadre de l'analyse d'un recours en annulation, le tribunal est amené à analyser la légalité d'une décision administrative en considération non seulement de la situation de droit et de fait au jour où elle a été prise, mais encore dans les circonstances spécifiques se dégageant des dispositions légales régissant les demandes en changement de nom patronymique et notamment celles de la loi modifiée du 11-21 germinal an XI, ce plus particulièrement de son article 4, de sorte que seuls les faits dûment étayés dès la demande en autorisation de changement de nom patronymique, tels que soumis successivement aux instances d'avis, puis à l'autorité de décision, sont à prendre utilement en considération pour apprécier la légalité de la décision rendue.

Ensuite, tel que relevé ci-avant, il découle de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 6 fructidor an II et de l'article 4 de la loi modifiée du 14-21 germinal an IX précités que le principe de la fixité du nom patronymique et du prénom est une règle d'ordre public et social et que ce n'est qu'en présence de circonstances exceptionnelles et pour des raisons importantes qu'un changement de nom ou de prénom peut être accordé<sup>4</sup>.

---

<sup>3</sup> Trib. adm. 12 mai 2005, n° 20084 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms - Prénoms- Domicile- Etat civil, n°4 et les autres références y citées.

<sup>4</sup> Trib. adm. 13 novembre 1997, n°9854 du rôle ; Trib. adm. 16 janvier 2002 n°13851 du rôle, Pas. adm. 2015, V° Noms- Prénoms-Domicile-Etat civil -Nationalité, n°5 et les autres références y citées.

Il appartient en tout état de cause au demandeur de fournir à l'autorité de décision les éléments nécessaires pour pouvoir apprécier s'il existe de telles circonstances exceptionnelles ou raisons importantes et plus particulièrement si le port du nom patronymique litigieux peut ou non être ressenti à juste titre comme intolérable.

Or, au vu du principe de la fixité et de la pérennité du nom patronymique, la simple invocation de liens affectifs plus intenses ressentis par rapport à l'un des parents, en l'occurrence la mère, plutôt que par rapport à l'autre parent, n'est pas de nature à caractériser des circonstances exceptionnelles justifiant un changement de nom, ce d'autant plus qu'il n'est plus particulièrement pas fait état de manquements graves par le père du demandeur à ses devoirs parentaux ayant pu avoir pour conséquence un véritable impact psychologique et/ou physique, respectivement un traumatisme, sur la personne du demandeur.

Pour ce qui est des articles prétendument diffamatoires et dénigrants publiés dans la presse à boulevard luxembourgeoise, dont le demandeur aurait fait l'objet, outre que lui-même ne donne aucune précision, ni quant au contenu, ni quant à la nature diffamatoire ou dénigrante desdites publications, il ressort, par ailleurs, des informations non utilement énoncées contenues dans l'avis du Procureur d'Etat que les publications en cause sont en lien avec les antécédents judiciaires du demandeur qui ne sont pas non plus contestés. Or, la publication d'articles en relation avec un passé pénal non contesté ne saurait en tout état de cause s'analyser en des circonstances exceptionnelles ou en des raisons importantes pour justifier un changement de nom. A cela s'ajoute qu'il existe de toute façon des moyens juridiques autres qu'une procédure de changement de nom pour se défendre face à des actes prétendument diffamatoires ou dénigrants.

Au vu de ce qui précède, il ne ressort pas des éléments en cause que, d'un point de vue objectif, le port du nom patronymique actuel du demandeur ne correspondrait plus à sa finalité sociale de rattachement à une famille, ni que du point de vue subjectif, le port de ce nom pourrait à juste titre être ressenti comme intolérable.

C'est dès lors à bon droit qu'il a été retenu dans la décision litigieuse que les motifs invoqués à la base de la demande de changement de nom patronymique ne sauraient s'analyser en des circonstances exceptionnelles, respectivement en des raisons importantes de nature à justifier une dérogation au principe de la pérennité du nom patronymique.

Le recours sous analyse doit dès lors être rejeté pour n'être fondé en aucun de ses moyens.

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant à l'égard de toutes les parties ;

se déclare incompétent pour connaître du recours principal en réformation ;

déclare le recours subsidiaire en annulation recevable en la forme ;

au fond le déclare non justifié, partant en déboute ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé par :

Annick Braun, premier juge,  
Paul Nourissier, juge,  
Alexandra Castegnaro, juge,

et lu à l'audience publique du 11 juillet 2016, par le premier juge, en présence du greffier en chef Arny Schmit.

s. Arny Schmit

s. Annick Braun

**Reproduction certifiée conforme à l'original**

Luxembourg, le 11/7/2016

Le Greffier du Tribunal administratif